

# *La France de la cohabitation*

## *Profil de l'année politique*

### *(1986-1987)*

JEAN-LUC PARODI

La période ouverte en mars 1986 et entrée dans l'histoire sous le nom de « cohabitation » est à tous égards exceptionnelle, tant dans la perspective française que dans celle des démocraties occidentales : coexistence au sommet de l'Etat d'un Président de la République, leader tout-puissant du pouvoir exécutif pendant cinq ans mais indirectement désavoué par le verdict du 16 mars et d'une coalition parlementaire minoritaire pendant cinq ans et désormais majoritaire ; création d'un Gouvernement nommé par le Président mais légitimé par la nouvelle majorité parlementaire qui le soutient ; obligation pour ce Gouvernement de gouverner dans une perspective temporelle limitée au minimum à deux ans du fait de l'élection présidentielle et sous la constante menace d'un retour anticipé devant les électeurs, du fait de la dissolution présidentielle discrétionnaire.

Parce qu'il doit rendre compte de cette singularité, ce neuvième « profil » de l'année politique qui, comme les précédents (1), veut en synthétiser les temps forts, les étapes et les spécificités, élargira cependant un peu la perspective temporelle et proposera en guise d'introduction un mini-modèle d'interprétation générale des évolutions de l'opinion durant ces deux années (2).

#### ● *Un modèle d'interprétation à trois variables et demie*

Trois éléments suffisent pour rendre compte, dans leurs implications propres et plus encore dans leur combinatoire, des principales évolutions

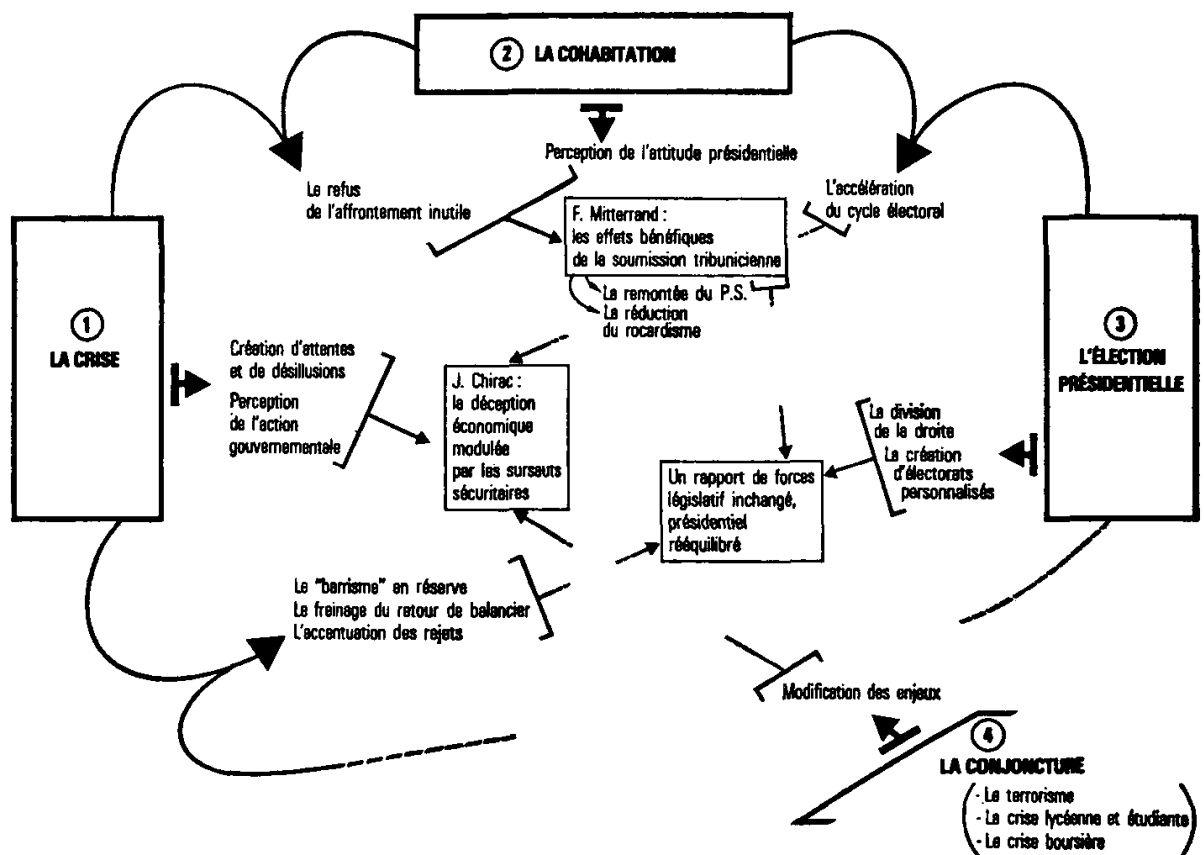
(1) Voir cette chronique, *Pouvoirs*, nos 11, 15, 19, 21, 27, 31, 35 et 39.

(2) Une première version de ce modèle a été présentée lors des journées d'études de l'Association française de Science politique des 3 et 4 avril 1987 sur « Un an de cohabitation à la française ».

de l'opinion au cours de ces deux ans : la *crise*, la *cohabitation* et l'*élection présidentielle*. Trois éléments auxquels on ne peut naturellement manquer de rajouter la *conjoncture* quand, suffisamment spectaculaire ou dramatique, elle vient modifier les enjeux et troubler les épures trop bien tracées.

La *crise* tout d'abord, qui fabrique constamment des déçus, du socialisme après 1981, du chiraquisme après 1986 : c'est elle qui occupe les esprits, hiérarchise les enjeux, filtre les perceptions. La *cohabitation* ensuite qui redistribue les responsabilités : elle modifie les représentations des autorités présidentielle et gouvernementale et corrélativement de leurs titulaires et va faire du conflit institutionnel entamé ou évité un nouveau principe d'appréciation et d'interprétation. L'*élection présidentielle* enfin qui divise la droite, crée des électorats personnalisés et accentue les rejets.

Si chacun de ces trois éléments pris séparément semble déjà expliquer une part importante de la variance de l'opinion, leur combinatoire y contribue plus encore (graphique 1). C'est l'addition de la *crise* et de la *cohabitation* qui explique ce refus de l'affrontement inutile qui caractérise l'attitude des électeurs à l'égard de cette situation. C'est la combinaison de la *cohabitation* et de l'anticipation de l'*élection présidentielle* qui, empêche



GRAPHIQUE 1. — Le modèle d'interprétation

chant la classique semi-disparition de l'opposition dans l'année qui suit sa défaite du fait de l'occupation de l'Élysée par le nouveau leader de l'opposition, gomme l'état de grâce, grossit les désillusions, bref accentue le rythme électoral et en fournit comme une version accélérée. C'est encore l'addition de la *crise et de l'élection présidentielle* qui, suscitant le succès de l'option barriste, freine le retour vers la gauche de ce flux d'électeurs cherchant « le changement sans le risque » qui pouvait leur apporter une plus grande sécurité économique.

Bien entendu, la conjoncture vient ajouter à ce modèle à trois variables ses inévitables complications, qu'il s'agisse du terrorisme du début de l'automne 1986 ou de la crise lycéenne et étudiante de la fin de la même année.

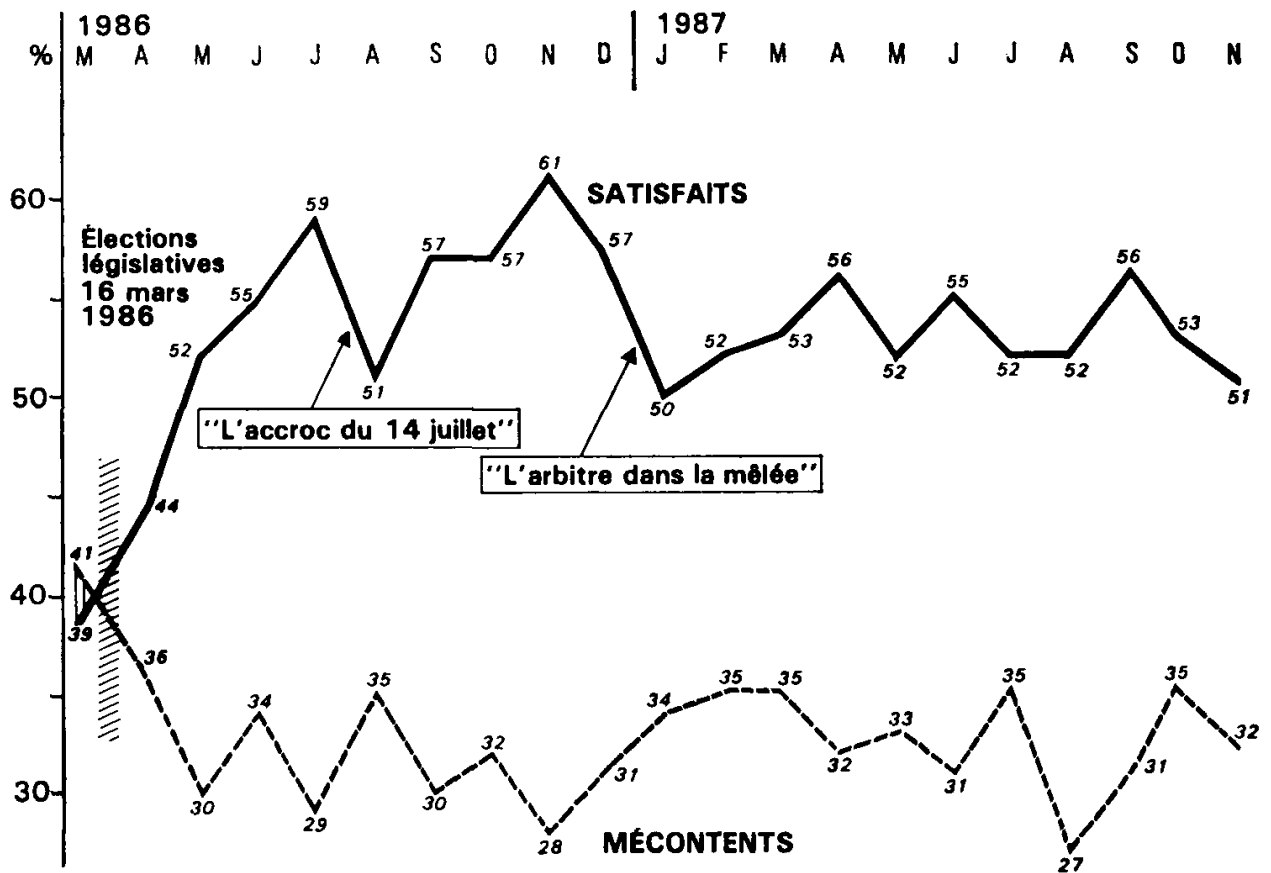
Dans quelles limites ce modèle relativement économique rend-il compte des principales évolutions de l'opinion, c'est ce que l'analyse des perceptions de la présidence, du Gouvernement et des forces politiques permet de mesurer.

● *François Mitterrand : les effets bénéfiques de la soumission tribunicienne*

C'est effectivement dans la combinatoire de la cohabitation et de la crise qu'il faut chercher l'explication de la spectaculaire remontée de la cote présidentielle au lendemain du 16 mars, de sa stabilisation ultérieure à un niveau supérieur à 50 %, de sa structure et de ses soubresauts (graphique 2).

En quatre mois, de mars à juillet 1986, F. Mitterrand gagne 20 points de satisfaction, passant de 39 % début mars à 59 % (cependant que les mécontents baissent de 41 % à 29 %). Il atteindra même 61 % en novembre 1986, profitant du climat de rassemblement qui caractérise alors l'opinion après la vague d'attentats. Ce niveau constitue à la fois le meilleur score personnel de F. Mitterrand depuis juin 1981 et le record pour les quinze dernières années, puisque Valéry Giscard d'Estaing n'avait jamais atteint la barre des 60 % et qu'il faut remonter à mars 1972 pour trouver avec le 63 % de Georges Pompidou un résultat supérieur. Pour l'ensemble de la période (mars 1986 - octobre 1987), sa cote moyenne s'établit à 54 % de satisfaits et 32 % de mécontents.

La structure de cette nouvelle popularité mitterrandienne en fournit à la fois le secret et les limites. Ce renversement des rapports de François Mitterrand avec l'opinion résulte de l'addition d'une popularité de leader de la gauche dans l'opposition et d'arbitre inactif à droite, du Mitterrand de l'Union de la gauche d'hier et du René Coty d'autrefois. Alors qu'à gauche neuf sympathisants socialistes sur dix continuent de se dire satisfaits, à droite le taux de satisfaction des sympathisants UDF et RPR s'élève des quelque 10 % de l'avant-mars, aux 20 % d'avril, 30 % de mai-juin et même 40 % à l'automne 1986. Comme le soutien à gauche



GRAPHIQUE 2. — La courbe de popularité (IFOP) de F. Mitterrand, Président de la République (mars 1986 - octobre 1987)

ne se dément pas durant toute cette période, ce sont les évolutions de ces sympathisants de droite (et à un moindre degré des électeurs sans appartenance partisane) qui structurent l'évolution globale de la courbe et lui donnent sa signification.

Personne n'a mieux rendu compte de cette ambiguïté fondamentale de la popularité mitterrandienne que Jacques Faizant illustrant dans *Le Figaro* avec son inimitable talent le baromètre de l'IFOP, quand il met dans la bouche d'un grand Jacques Chirac bondissant très au-dessus de François Mitterrand : 46 % qui approuvent ma politique et 55 % qui vous approuvent de ne pas la contrarier, cela me fait un confortable 101 % (3). C'est une popularité à la mesure de son inaction qui caractérise la cote du Président. Les réponses aux questions ouvertes par lesquelles le baromètre IFOP-*Journal du Dimanche* interroge chaque mois les Français ayant changé d'opinion sur les raisons de leur changement sont sur ce plan sans ambiguïté : c'est bien son absence d'intervention, de blocage,

(3) *Le Figaro*, 23 juin 1986.

son attitude « discrète », « calme », disent-ils, à l'égard de la cohabitation qui explique le soutien des électeurs de droite : « Le fait qu'il ne gêne pas tellement le Gouvernement de Jacques Chirac », plus brutalement dit encore : « Le fait qu'il est là, dans la mesure où il ne fait rien » (4).

Si l'on y ajoute une certaine satisfaction à l'égard de la manière dont le Président représente la France à l'étranger (et donc une certaine corrélation avec le domaine traditionnellement le plus approuvé de l'action du pouvoir exécutif), on a là les deux clés de la nouvelle popularité présidentielle.

Mais parce que cette popularité est essentiellement structurée par le soutien des électeurs de droite et que celui-ci ne s'explique que par leur approbation de la soumission présidentielle permettant à leurs yeux au Gouvernement chiraquien de s'attaquer à la crise, toute remise en cause de cette soumission entraîne leur insatisfaction et corrélativement la baisse de la cote présidentielle. C'est le cas en août 1986 après « l'accroc du 14 juillet », c'est-à-dire avec le premier refus de signature des ordonnances (— 20 chez les sympathisants RPR, — 11 chez les UDF) qui provoque une baisse de 8 points de la cote globale et une remontée le mois suivant quand, rassurés, ces mêmes électeurs voient en François Mitterrand le Président de la crise évitée. C'est encore le cas mais de façon plus complexe en janvier 1987, après le refus de signature de l'ordonnance Seguin et la réception des grévistes à Brégançon, attitude considérée comme une entrée de « l'arbitre dans la mêlée ».

Le schéma général est donc très clair : la crise économique appelle des solutions, la cohabitation crée un risque d'affrontement institutionnel inutile, la soumission présidentielle en l'évitant satisfait les fractions les plus modérées de l'électorat de droite, l'exercice symbolique de la fonction « tribunicienne » par lequel le président critique périodiquement l'action gouvernementale pour mobiliser la mouvance électorale de gauche (5) inquiète ces droitistes modérés que vient rassurer le retour à la soumission.

Enfin l'habile gestion mitterrandienne de ces exigences contradictoires contribue à renouveler en profondeur l'image du Président, à favoriser, on le verra, par un effet de halo la perception du Parti socialiste et à redonner à la compétition présidentielle une incertitude que le rapport de forces législatif de mars 1986 ne semblait pas annoncer (6).

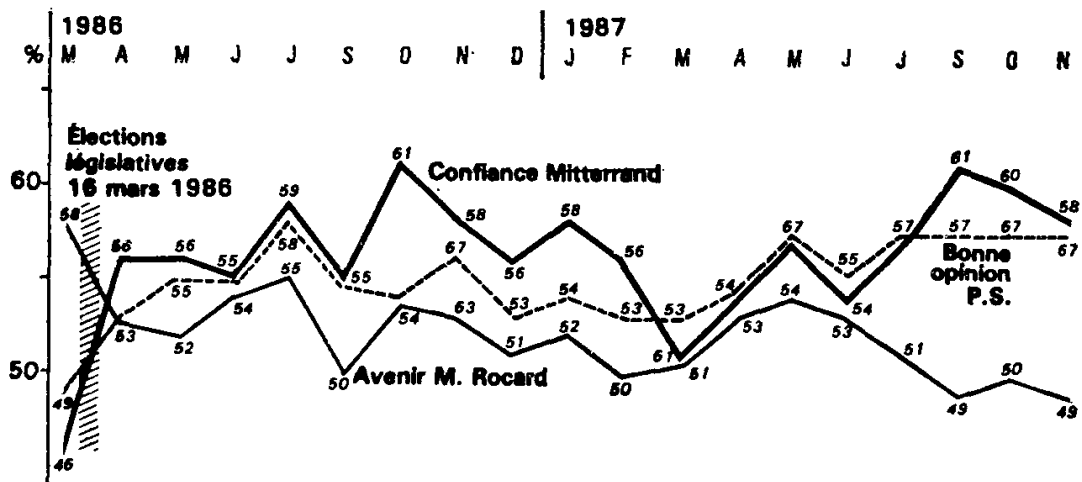
(4) Voir mon commentaire mensuel dans le *Journal du Dimanche* qui présente la synthèse de ces explications spontanées des électeurs changeants.

(5) Si elle satisfait l'électorat de centre-droit, la soumission présidentielle inquiète ou désappointe régulièrement l'électorat de gauche qui souhaiterait plus d'action ou plus de blocage de la part de son ancien leader.

(6) Sur François Mitterrand, voir *Infometrie-Le Point*, 2 mars 1987 ; *SOFRES-Sud-Ouest*, 7 mai 1987 ; *BVA-Paris-Match*, 8 mai 1987 ; Louis Harris-*L'Express*, 4 septembre 1987.

• *La remontée du PS et les difficultés du rocardisme*

Aspirée en quelque sorte par la remontée de son ancien leader, la cote de bonne opinion du PS (graphique 3) s'élève en quelques mois de 49 % à la veille des législatives à 58 % en juillet 1986 pour se stabiliser ensuite à un niveau supérieur à 50 % (7). Cette remontée socialiste se traduit également par une relecture rétrospective de l'expérience socialiste, plus indulgente avec le temps que ce ne fut le cas à chaud et que traduisent les différentes enquêtes de confrontation entre bilans ou entre ministres d'hier et d'aujourd'hui (8).



GRAPHIQUE 3. — L'évolution du PS et de ses leaders (SOFRES)

Enfin le rocardisme, d'abord rattrapé pour la première fois depuis cinq ans par les autres incarnations du socialisme, se trouve ensuite mis en difficulté par le succès même du néo-mitterrandisme qui lui retire une part de son espace politique et fait planer sur lui la menace du fractionnalisme.

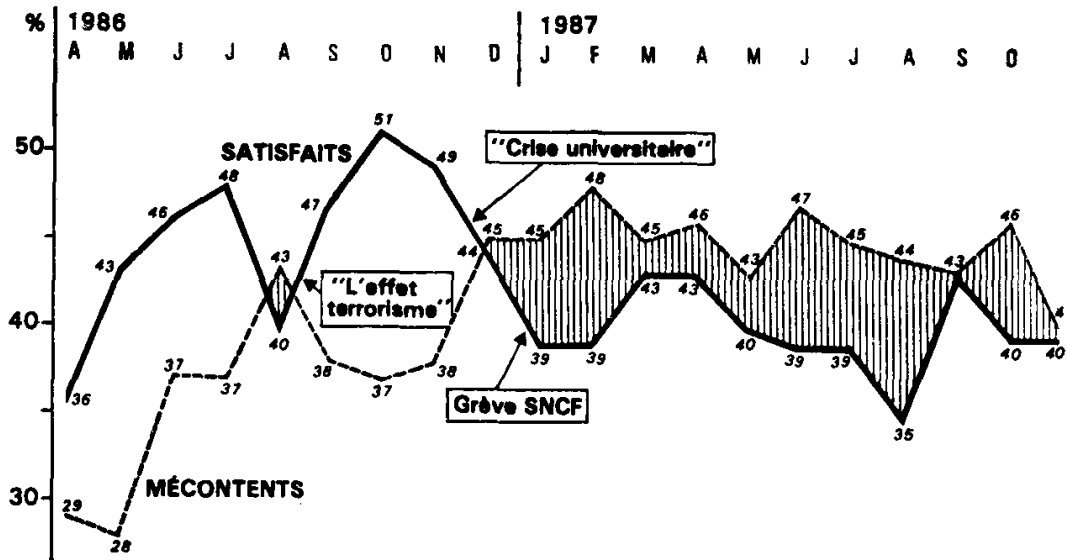
• *Jacques Chirac : la déception économique tempérée par les sursauts sécuritaires*

Si la popularité du Président est à la mesure de son inaction, celle de Jacques Chirac, assurant cette fonction sans précédent sous la V<sup>e</sup> Répu-

(7) Sur le PS, voir la grande enquête SOFRES-Libération, 2 avril 1987.

(8) Ainsi, en février 1987, 46 % des Français déclarent, « tout compte fait, avoir été déçus de l'action des socialistes entre 1981 et 1986 » et 55 % se disent « déçus de l'action du Gouvernement de J. Chirac », enquête SOFRES-Le Point, 9 mars 1987. Voir aussi SOFRES-RTL-Le Monde, 25 mars 1987, CSA-L'Événement du Jeudi, 5 mars 1987, et le baromètre IFOP-Le Matin, 27 août, 22 septembre, 20 octobre, 24 novembre et 23 décembre 1986, 28 janvier, 25 février et 26 mars 1987.

blique d'un Premier ministre véritable responsable du pouvoir exécutif, est à la mesure de son action (9). C'est donc la distance entre les attentes de l'opinion et les réponses du Gouvernement qui vont déterminer le niveau général de satisfaction ou de mécontentement et ses évolutions (graphique 4).



GRAPHIQUE 4. — La courbe de popularité (IFOP) de J. Chirac Premier ministre (avril 1986 - octobre 1987)

Après une très courte période d'attente provisoire et ambiguë, que traduisent à la fois la brève euphorie perceptible sur l'indicateur de confiance SOFRES (qui met l'accent sur l'homme et les espérances qu'il fait naître) et l'hésitation avec laquelle est examinée au départ sa politique perceptible sur l'indicateur de satisfaction IFOP (qui insiste sur l'action et les résultats qu'elle entraîne), Jacques Chirac va connaître avec l'accélération du rythme électoral que provoque la cohabitation biennale un rapide retour à la désillusion sensible dès l'été 1986, où il enregistre pour la première fois une cote minoritaire.

Mais la conjoncture dramatique de l'automne 1986 avec sa série d'attentats meurtriers va, au moins provisoirement, déplacer les enjeux et susciter dans l'opinion un rassemblement un peu analogue à celui dont avait bénéficié Mme Thatcher au moment de la guerre des Malouines. Cet « effet terrorisme » qui dure trois mois prend fin assez brutalement du fait de la mini-crise lycéenne et universitaire d'abord, du mouve-

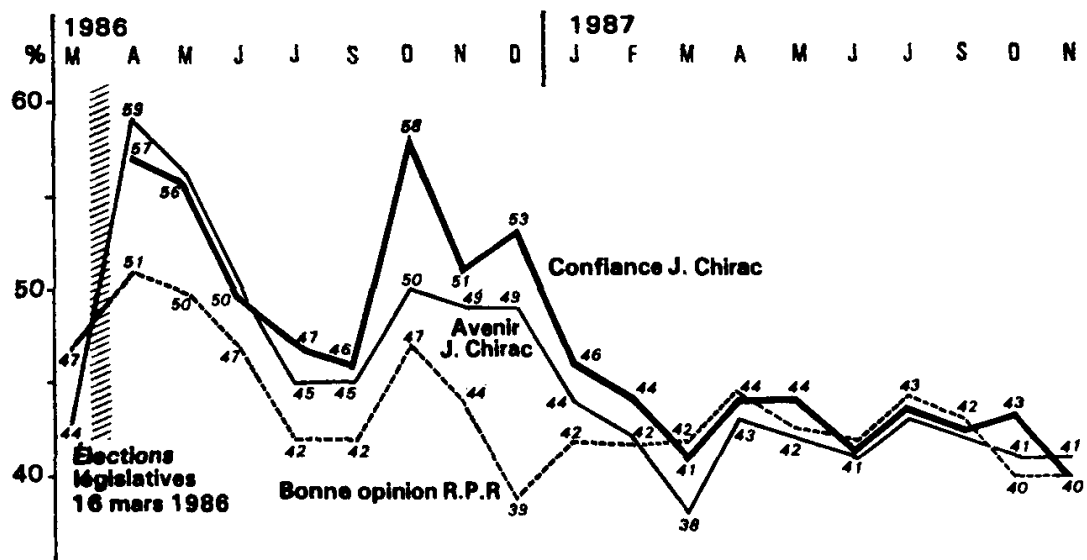
(9) Sur J. Chirac, voir la synthèse de Philippe Habert, *L'image de J. Chirac dans l'opinion (1974-1987)*, Mémoire DEA, 1987, 146 p.

ment social difficilement maîtrisé ensuite. En deux mois le Premier ministre perd dix points de satisfaction et s'installe pour longtemps dans le mécontentement majoritaire. Son image personnelle, réorientée à la hausse quand les qualités qui lui sont généralement attribuées (énergie, autorité, dynamisme) semblent convenir aux nécessités de l'heure à l'automne terroriste, est à nouveau atteinte quand par une addition de critiques contradictoires il se voit reprocher, tant dans la crise lycéenne que sociale, pour les uns son manque de sens du dialogue et pour les autres son absence de fermeté.

C'est encore de la dimension sécuritaire que relève la remontée de mars 1987 après l'arrestation des responsables d'« Action directe ». On retrouve d'une autre manière la trace de cette spécificité sécuritaire dans les questions portant sur l'appréciation, secteur par secteur, de l'action gouvernementale (10).

En dehors des pointes « sécuritaires », la cote du Premier ministre se structure selon une logique gauche-droite puisqu'il suscite une satisfaction moyenne d'environ 1 sympathisant communiste sur 10, 2 socialistes, 6 UDF et 9 RPR (mais 3 FN seulement).

De cet exercice complexe du pouvoir cohabitationniste, qu'a pu tirer Jacques Chirac du point de vue de ses relations avec l'opinion ? Une situation « dé-extrême-droitisée » du fait de l'existence même du Front national et des relations conflictuelles entretenues avec lui, mais non clairement recentrée à cause de l'occupation barriste du centre-



GRAPHIQUE 5. — L'évolution du RPR et de son leader (SOFRES)

(10) Voir, par exemple, SOFRES-*Vie française*, 23 mars 1987, IFOP-*Le Matin*, 26 mars 1987, SOFRES-*Nouvel Observateur*, 20 juin 1986 et 6 mars 1987, SOFRES-*Figaro*, 13 mars 1987.



droit ; une atténuation de son image de diviseur de la droite, mais une aptitude présidentielle limitée par l'hostilité de la gauche et les difficultés de la gestion des crises.

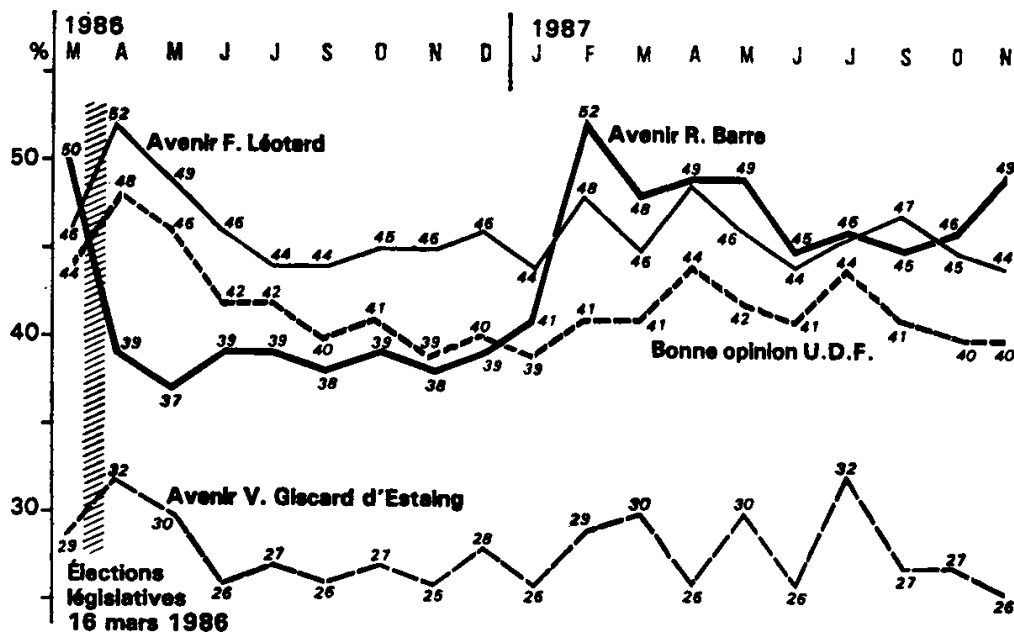
● *Le RPR à l'image de Jacques Chirac*

Clairement corrélé aux perceptions de son leader, le RPR en suit les évolutions, de loin quand l'état de grâce très provisoire ou le rassemblement contre le terrorisme plaçant Jacques Chirac au-dessus des 55 %, plus étroitement quand la déception économique le ramène aux alentours des 40 % (graphique 5).

On notera qu'aucun autre leader RPR ne s'est clairement imposé dans l'opinion, les cotes d'avenir de Jacques Toubon, Edouard Balladur ou Charles Pasqua ne dépassant presque jamais 30 %.

● *Le « barrisme » en réserve*

Clairement présent dans l'opinion par la certitude de sa présence à la future élection présidentielle, mais quelque peu touché par la campagne législative de mars 1986 (11), Raymond Barre retrouve en 1986-1987 sa position dominante, progressivement à l'indicateur IFOP de bonne



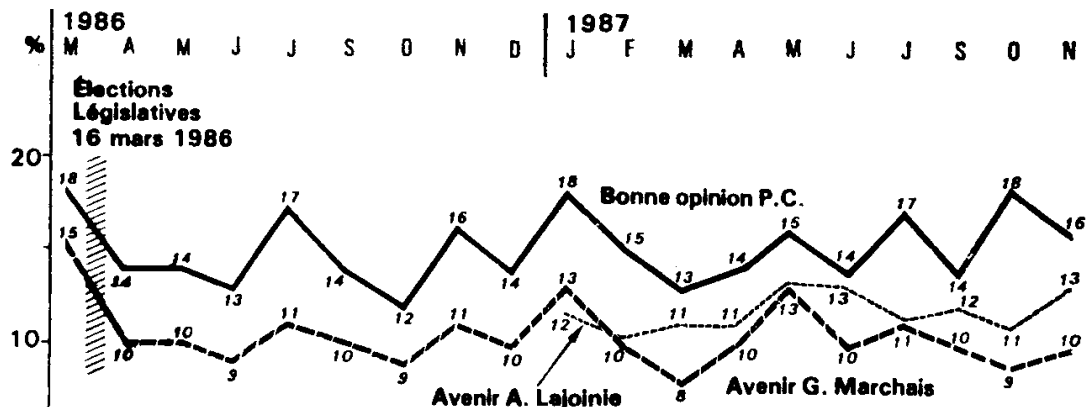
GRAPHIQUE 6. — L'évolution de l'UDF et de ses leaders (SOFRES)

(11) Il connaît une crise en deux temps, à l'approche du scrutin d'abord (— 10 points de bonne opinion à l'IFOP de septembre 1985 à mars 1986) en raison de ses prises de position sur la cohabitation et à la dimension de division qu'elles comportent ; au lendemain du scrutin ensuite (— 11 points en un mois à la cote d'avenir SOFRES) quand il semble porter la responsabilité du succès moins grand que prévu de la majorité UDF-RPR.

opinion (+ 15 points d'avril 1986 à mars 1987), en un seul mois à la cote d'avenir SOFRES après son « Heure de vérité » réussie et d'autant plus marquante que le Gouvernement se débat au même moment dans les difficultés de la crise sociale (+ 11 points de janvier à février 1987). Provisoirement à l'abri de la déception économique par son éloignement du pouvoir, bénéficiaire à titre hypothétique d'une aptitude à gérer la crise renforcée année après année par les désillusions successives et d'importance décroissante de l'alternance socialiste et du changement chiracien, incarnant de ce fait une version renouvelée du « changement sans le risque » qui avait fait le succès du giscardisme des années soixante-dix, le « barrisme » par son existence même contribue tout à la fois à dégrader quelque peu la perception de l'action gouvernementale par un jeu parfois subtil et parfois maladroit de critiques mesurées et à freiner le retour vers la gauche d'électeurs à la recherche d'autres réponses à la crise.

• *Le PC stabilisé au plus bas*

Après son nouvel échec historique du 16 mars 1986, le PC affaibli et divisé connaît, à en croire les indicateurs (graphique 7), une certaine stabilisation. Pour l'ensemble de la période d'avril 1986 à octobre 1987, sa



GRAPHIQUE 7. — L'évolution du PC et de son leader (SOFRES)

cote moyenne de bonne opinion s'établit à 16 % et la cote d'avenir de Georges Marchais à 10 %. Mais ces chiffres moyens dissimulent quelques records d'impopularité (12) et aussi quelques soubresauts quand il retrouve comme aux premiers jours de 1987 l'exercice de cette fonction « tribu-nicienne » chère à Georges Lavau et de ce rôle de défenseur des plus défavorisés qui reste dans l'imaginaire politique français son plus solide point d'ancrage (13).

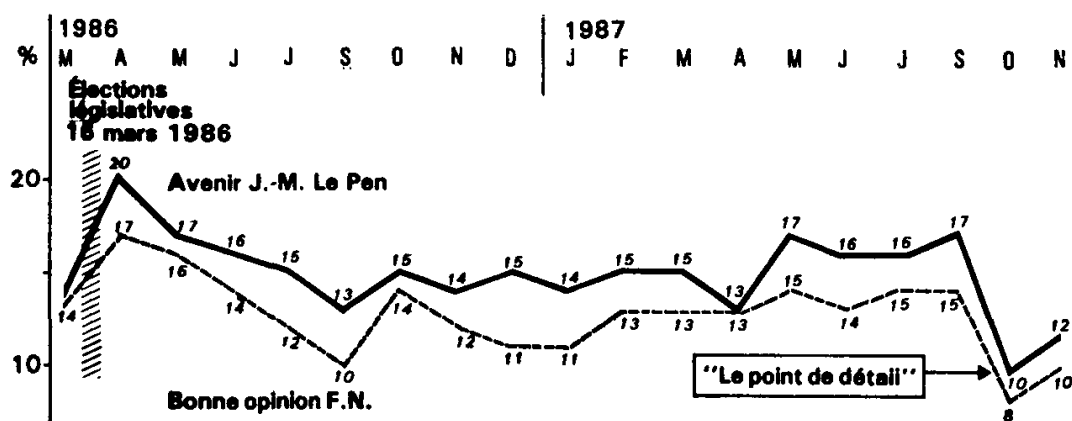
(12) En mars 1987, 8 % seulement de cote d'avenir pour G. Marchais (comme en septembre 1985) ; en octobre 1986, 12 % seulement de bonne opinion du PC.

(13) Sur le PC, voir IFOP-*L'Humanité-Dimanche*, 17 octobre 1986, et SOFRES-*Le Monde*, 13 juin 1987.

● *Le Front national touché par « le point de détail »*

Après sa hausse record du lendemain des législatives (20 % de cote d'avenir pour Jean-Marie Le Pen et 17 % de bonne opinion pour le parti) suivie d'une redescente régulière, le Front national s'est progressivement stabilisé : 15,5 % en moyenne pour Jean-Marie Le Pen d'avril 1986 à septembre 1987 et 13,5 % pour le parti (graphique 8).

L'affaire du « point de détail », la controverse qui en découle, la distance prise à l'égard du Front national par les formations de la majorité et leurs leaders vont entraîner une chute spectaculaire de ce double indicateur : la cote d'avenir de Jean-Marie Le Pen tombe de 17 % en septembre 1987 à 10 % en octobre et la cote de bonne opinion du Front national chute parallèlement de 15 % à 8 %. Ce recul, que les enquêtes ultérieures vont quelque peu moduler, rencontre une tendance à plus long terme de sensible dégradation de son image dans l'ensemble de l'opinion. On ne saurait cependant oublier que celle-ci ne détermine pas le vote et que le Front national continue de bénéficier d'un noyau électoral d'environ 8 % (14).



GRAPHIQUE 8. — L'évolution du Front national et de son leader (SOFRES)

Instrument de compréhension des divers mouvements de l'opinion depuis mars 1986 somme toute relativement satisfaisant, le mini-modèle proposé en introduction devrait encore permettre de mieux pressentir les évolutions possibles durant la précampagne et la campagne présidentielle.

C'est d'abord de la *crise*, de sa perception par l'opinion en général,

(14) Sur le Front national, voir SOFRES-RTL-*Le Monde*, 6 mai 1987 et 4 novembre 1987, et l'article de Jérôme Jaffré, Trois postulats sur l'électorat d'extrême droite, *Le Monde*, 26 mai 1987.

par les électeurs mobiles en particulier, du jugement qu'ils portent sur les réponses apportées par le Gouvernement de Jacques Chirac, de leurs effets dans la vie quotidienne des gens, de la comparaison implicite de ces réponses et de celles que pourraient leur substituer Raymond Barre ou le candidat socialiste, que dépendront pour partie les comportements des électeurs présidentiels.

Mais c'est aussi de la *cohabitation* (15), du nuage de fumée qu'elle fait planer sur un système politique, que les institutions héritées du gaullisme avaient jusqu'alors rendu moins opaque, du désir majoritaire d'un retour à la concordance des majorités, et de la nouvelle image présidentielle qu'elle a permis à François Mitterrand de se forger.

C'est naturellement encore de la division de la droite, facilitée sinon créée par l'*élection présidentielle* grâce à son premier tour, et donc des reports qu'elle enregistrera au second tour, du degré de l'affrontement fratricide par lequel se terminera la campagne que découlera le verdict présidentiel.

Et c'est bien sûr de la *conjoncture*, des surprises qu'elle pourrait recéler, des déplacements d'enjeux qu'elle pourrait provoquer, des usages stratégiques qu'en feraient les compétiteurs, que proviendront ou non les bouleversements décisifs.

La traditionnelle mobilisation préélectorale devrait comme souvent pousser à la hausse des indicateurs, mais l'entrée dans la mêlée du Président arbitre (si François Mitterrand postule pour un nouveau mandat) et les effets négatifs de la compétition interne à la droite joueront en sens inverse. De l'équilibre entre ces deux mouvements contradictoires dépendra le sens des évolutions des baromètres de popularité. On ne peut pas exclure que le second l'emporte.

(15) Sur la cohabitation, voir, outre la série d'enquêtes BVA-Paris-Match et les commentaires mensuels IFOP-Journal du Dimanche, les deux chapitres de l'annuaire de la SOFRES, *L'état de l'opinion 1987*, Seuil, 1987 (« La découverte de la cohabitation » par Olivier Duhamel et Jérôme Jaffré) et *L'état de l'opinion 1988*, Seuil, 1988 (« Cohabitation an II »).